

Compte rendu de la réunion du Comité exécutif des Grands Lacs 26 et 27 juin 2017

MOT DE BIENVENUE ET QUESTIONS D’AFFAIRES

Les coprésidents du Comité exécutif des Grands Lacs (CEGL), Tinka Hyde et Michael Goffin, prononcent un mot de bienvenue pour lancer la réunion et soulignent la nomination de Tinka Hyde comme nouvelle coprésidente du CEGL américain.

Il est mentionné que le compte rendu de la réunion de décembre 2016 du CEGL a été finalisé à l’aide des commentaires mineurs reçus et que toutes les mesures de suivi ont été exécutées. On a souligné une mesure de suivi clé de la réunion de décembre 2016 du CEGL : la finalisation des priorités binationales scientifiques et des priorités binationales quant aux actions 2017-2019, qui a été affichée sur binational.net et qui renferme maintenant une annexe des priorités quant aux actions sur les sciences afin d’augmenter la compréhension des connaissances écologiques traditionnelles et des possibilités d’application des activités de l’Accord sur la qualité de l’eau dans les Grands Lacs (AQEGL). Les coprésidents du CEGL ont également signalé la légère modification aux mandats du CEGL : l’ajout d’un nouvel observateur du CEGL américain et la révision de la section de soutien administratif. (De légères mises à jour ont également été apportées à la section des membres du mandat du CEGL.)

La liste des personnes présentes à la réunion figure à l’annexe A.

SECTEUR PRÉOCCUPANT (ANNEXE 1)

Wendy Carney (U.S. Environmental Protection Agency [EPA]) fait le point sur le secteur préoccupant de Lower Menominee et la marche à suivre pour son retrait de la liste des secteurs préoccupants. Toutes les mesures de gestion sont achevées. Trois altérations d’utilisation bénéfique demeurent et devraient être éliminées en 2018. La date cible du retrait de la liste est d’ici 2019. La clé du succès du nettoyage du secteur préoccupant de Lower Menominee réside dans l’implication des groupes d’intervenants du Michigan et du Wisconsin.

Roger Santiago (Environnement et Changement climatique Canada [ECCC]) a fourni un rapport d’étape sur la restauration du récif Randle, qui est le dernier projet majeur restant requis pour restaurer le secteur préoccupant d’Hamilton Harbour. Le projet d’assainissement des sédiments contaminés du récif Randle est un projet à multipartenaires qui vise à nettoyer les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et les métaux lourds des sites les plus vastes et les plus contaminés du côté canadien des Grands Lacs. Huit ans seront nécessaires pour achever le projet (2015 à 2022) et il en coûtera un total de 138,9 millions de dollars. Un tiers du financement sera versé par l’ECCC, un tiers par le ministère de l’Environnement et de l’Action en matière de changement climatique de l’Ontario et le reste par des partenaires de financement locaux.

GESTION PANLACUSTRE (ANNEXE 2)

James Schardt (U.S. EPA) et John Marsden (ECCC) font le point sur l’ébauche du Plan d’aménagement panlacustre du lac Huron. Ils décrivent le contenu de l’ébauche du Plan d’aménagement panlacustre du

lac Huron, de même que les prochaines étapes de l'ébauche, qui comprennent sa publication sur binational.net pour six semaines d'examen public et la publication prévue du Plan définitif d'aménagement panlacustre du lac Huron en novembre 2017. James et John abordent également les objectifs liés à l'écosystème des lacs, les exemples proposés de ces objectifs et la façon dont ils seront utilisés dans l'annexe 2. Le point est fait sur la stratégie de sensibilisation et de mobilisation et les premiers enseignements de la mise en œuvre du Plan d'aménagement panlacustre du lac Supérieur, ainsi que sur l'ébauche du Plan définitif d'aménagement panlacustre du lac Huron.

CADRE DE GESTION DES EAUX LITTORALES

Beth Hinchey-Malloy (U.S. EPA) et Janette Anderson (ECCC) fournissent des mises à jour américaines et canadiennes sur le cadre de gestion des eaux littorales à l'annexe 2.

Beth souligne les prochaines étapes de l'Environmental Protection Agency pour la mise en œuvre du cadre de gestion des eaux littorales. Ces étapes comprennent la réalisation d'une évaluation générale de la qualité des eaux littorales par le biais du programme permanent de surveillance de l'Office of Water de l'EPA, la *National Coastal Condition Assessment*, la mobilisation des autres organismes fédéraux, d'État et tribaux dans l'évaluation des eaux littorales des Grands Lacs et l'élaboration d'une approche de déclaration pour les engagements sur le cadre de gestion des eaux littorales des plans d'aménagement panlacustres.

Janette présente les résultats du projet pilote du cadre sur les eaux littorales canadiennes pour les secteurs de Long Point et de Fort Erie. Le projet pilote, qui a été mené entre novembre 2016 et mars 2016, impliquait la collecte de données, la mobilisation d'experts et des méthodes de raffinement pour identifier les secteurs de qualité écologique de haut niveau et les secteurs détériorés et perturbés. Les résultats du projet pilote à l'unité de la baie de Long Point se sont avérés bons. L'unité de Crystal Beach à l'extrémité est du secteur pilote s'est avérée être le secteur en plus mauvaise condition en raison de la croissance des algues *Cladophora*, de la mauvaise qualité de l'eau et des rivages altérés. Les prochaines étapes comprennent la collaboration avec les partenariats pour la protection des Grands Lacs au cours des prochains mois pour explorer les possibilités d'intégration des résultats aux processus de gestion des eaux littorales et pour planifier la réalisation de l'évaluation du côté canadien du lac Érié dans le corridor du lac Huron au lac Érié.

ESPÈCES AQUATIQUES ENVAHISSANTES (ANNEXE 6)

Gavin Christie (Pêches et Océans Canada) présente un aperçu sur l'Évaluation écologique binationale du risque écologique de la carpe de roseau des Grands Lacs. L'objectif de l'évaluation des risques est de fournir une évaluation binationale fondée sur la science du niveau actuel de risque et de l'incertitude associée aux Grands Lacs et de transférer ces renseignements pour éclairer les décisions entourant la gestion et la prévention de la carpe de roseau. Les conclusions clés de l'évaluation pour l'arrivée, la survie, l'établissement, la propagation et les conséquences écologiques de la carpe de roseau ont été prises en compte. Voici les conclusions générales : le lac Érié et le lac Michigan courent davantage de risques que les autres lacs; si le taux d'arrivée augmente, l'apparition et l'ampleur du risque augmentent; les règlements et l'application des règlements sont deux importants facteurs pouvant affecter la possibilité d'arrivée aux autres lacs du bassin; les conséquences écologiques dépendent du processus d'invasion; les conséquences augmentent avec l'abondance, donc la prévention de l'introduction et de l'établissement est essentielle; les mesures de préservation immédiates seraient plus efficaces, surtout de concert avec les activités de gestion des zones d'arrivée de la carpe de roseau

afin de réduire la probabilité d'établissement et de retarder ou de réduire les conséquences écologiques subséquentes.

Tammy Newcomb (Michigan Department of Natural Resources) présente les activités de la carpe envahissante dans les Grands Lacs au Michigan et en Ohio. Tammy souligne que même si la carpe de roseau est en très faible abondance dans le lac Érié, la science est utilisée pour guider et diriger les mesures. Elle indique également qu'un cadre décisionnel ouvert et transparent est la clé pour informer et mettre en œuvre une gestion adaptative et pour réitérer l'importance du financement de l'initiative de restauration des Grands Lacs pour la poursuite du travail.

NUTRIMENTS (ANNEXE 4)

Tinka Hyde (U.S. EPA) et Susan Humphrey (ECCC) ont fait le point sur les objectifs proposés pour le bassin est du lac Érié et ont présenté une approche préventive de réduction du phosphore, alors que la science poursuit l'établissement d'objectifs numériques. Elles ont également abordé le progrès des plans d'action nationaux canadiens et américains et les autres développements qui contribuent à l'annexe sur les nutriments, comme le Conseil consultatif scientifique de l'EPA, la stratégie binationale de réduction du phosphore, l'outil de calcul de la charge d'ECCC, l'ErieStat et les prévisions de début de saison de la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA).

L'ébauche de plan d'action national canadien a été affichée pour commentaires publics du 10 mars au 24 mai 2017 et a obtenu plus de 2 100 soumissions. La sensibilisation sur le plan d'action national canadien impliquait des séances en personne, des webinaires en ligne et une mobilisation continue avec les peuples autochtones. Les prochaines étapes pour le plan d'action national canadien comprennent l'affinement de l'ébauche pour l'obtention d'autres commentaires et l'obtention des approbations de l'organisme pour achever et afficher le document d'ici février 2018.

Le plan d'action national américain est en cours de rédaction et sera un plan-cadre qui rend compte des plans d'action nationaux de cinq États accompagnés d'une Stratégie d'action fédérale. Le plan d'action national américain sera accessible pour examen à la fin juin ou au début juillet 2017 et sera achevé en 2018. Les mises à jour suivantes sur les plans d'action nationaux des gouvernements des États ont également été soulignées :

- Ohio – Le plan collaboratif du bassin est du lac Érié sera transformé en un plan d'action national au début de l'automne 2017;
- Michigan – Une ébauche de plan d'action national pour le Michigan a été affichée pour commentaires en juin 2017;
- Indiana – Une ébauche de plan d'action national pour l'Indiana est prévue pour juillet 2017;
- Pennsylvanie – Une ébauche de plan d'action national pour la Pennsylvanie a été publiée pour commentaires en mai 2017;
- New York – Même si un plan d'action national n'est pas requis pour New York (puisque aucun objectif n'a été établi pour les bassins de l'est), New York prendra des mesures conformes à l'engagement provisoire du bassin est, qui seront détaillées dans le plan d'action national américain global.

REJETS PROVENANT DES BATEAUX (ANNEXE 5)

Lorne Thomas (U.S. Coast Guard) et Chris Wiley (Transports Canada) ont fait le point sur le statut de l'International Ballast Water Convention, sur les normes d'évacuation de l'eau de ballastage de l'U.S. Coast Guard, y compris une *approbation type* et des options de conformité temporaire, et sur l'annexe 5 Sous-comité et la quatrième téléconférence de l'organisme de l'Accord relatif à la qualité de l'eau, de même que sur un rapport du *Transport of Hydrocarbons on the Great Lakes binational workgroup*.

ÉTAT DES GRANDS LACS 2017 – FAITS SAILLANTS (ANNEXE 10)

Nancy Stadler-Salt (ECCC) et Jackie Adams (U.S. EPA) présentent la récente diffusion de l'État des Grands Lacs 2017 – Faits saillants (annexe 10). Un aperçu de l'évaluation globale a été fourni, ainsi qu'un résumé du processus rigoureux d'évaluation. Les prochaines étapes ont également été discutées, qui comprennent notamment la diffusion du rapport technique (prévu pour la mi-juillet 2017), présentant des informations détaillées sur les 44 sous-indicateurs.

COMITÉ DE GESTION ADAPTATIVE DES GRANDS LACS ET DU FLEUVE SAINT-LAURENT (GAGL)

Wendy Leger (ECCC) et Arun Heer (U.S. Army Corps of Engineers) ont présenté un aperçu du Comité de gestion adaptative des Grands Lacs (GAGL), y compris sa tâche de fournir des données scientifiquement solides, des connaissances et des outils technologiquement avancés pour prendre des décisions de gestion pouvant adapter progressivement et de façon efficace la mise en œuvre des plans de contrôle du débit d'eau et du niveau de l'eau à de nouveaux changements écologiques, économiques et du climat au sein du système. Ils ont également mentionné les membres du GAGL, la collaboration actuelle et les connexions potentielles avec les annexes de l'Accord Canada–États-Unis sur la qualité de l'eau des Grands Lacs (AQEGL) (y compris l'annexe de gestion panlacustre, l'annexe sur les nutriments, l'annexe sur les habitats et les espèces, l'annexe sur les répercussions des changements climatiques et l'annexe sur la science) sur les sujets qui touchent la qualité et la quantité de l'eau.

PRODUITS CHIMIQUES SOURCES DE PRÉOCCUPATIONS MUTUELLES (ANNEXE 3)

Mardi Klevs (U.S. EPA) et John Marsden (ECCC) font le point sur le développement de stratégies binationales pour les huit premiers produits chimiques sources de préoccupations mutuelles. Les deux premières stratégies binationales ont été affichées sur binational.net le 20 juin 2017 pour un examen (jusqu'au 17 juillet 2017) et des webinaires pour discuter de ces stratégies auront lieu le 28 juin et le 13 juillet 2017. Mardi et John font également le point sur l'examen de désignation des potentiels produits chimiques sources de préoccupations mutuelles, qui comprenaient des nominations des États-Unis et du Canada, de même que des intervenants externes (radionucléides et sulfates). On prévoit que l'examen de ces désignations sera terminé d'ici la fin 2017.

DISCUSSION SUR LES AUTRES ANNEXES (HABITAT ET ESPÈCES, EAUX SOUTERRAINES, RÉPERCUSSIONS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, SCIENCE)

Des notes d'information ont été fournies avant la réunion pour les annexes Habitat et espèces, Eaux souterraines, Répercussions des changements climatiques, Science, qui comprenaient de brèves mises à jour sur les activités de ces annexes au cours des six derniers mois et leurs activités prévues pour les six prochains mois. Les coprésidents du Comité exécutif des Grands Lacs (CEGL) ont donné l'occasion aux

membres, aux commissions et aux observateurs de soulever toute question ou préoccupation liée à ces quatre annexes – aucune question, aucune préoccupation ou aucun commentaire n’ont été soulevés.

NOUVELLES ET COMMENTAIRES DES MEMBRES DU CEGL

- Carl Platz (U.S. Army Corps of Engineers) a souligné les projets de construction en cours de l’Army Corps of Engineers dans six secteurs préoccupants et le soutien des projets en cours dans cinq autres secteurs préoccupants, qui appuieront le retrait de la liste de secteurs préoccupants de ces 11 secteurs d’ici 2020. Carl a également fait le point sur les autres initiatives auxquelles participe l’Army Corps, notamment : une équipe interinstitutionnelle fédérale et non fédérale travaillant sur des projets de démonstration d’élimination du phosphore; l’évaluation d’options potentielles de contrôle des espèces envahissantes à l’écluse et au barrage de Brandon Road; les travaux d’éradication de l’Hydrilla; la coordination avec les autres concernant la potentielle structure hydraulique ajustable pour contrôler la lamproie tout en maintenant la sécurité publique; la régularisation des crues, etc. à Grand Rapids (Michigan); des activités variées de restauration d’écosystèmes dans la Boardman River à Traverse City (Michigan), y compris : la construction continue pour éliminer le barrage Boardman; l’achèvement de la conception pour l’élimination du barrage Sabin en 2018 et le travail avec la Commission des pêcheries des Grands Lacs sur un plan collaboratif pour fournir un passage de poissons sélectif bidirectionnel au barrage d’Union Street.
- Dave Ullrich (Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent) souligne le travail de la Thames River Phosphorus Reduction Collaborative en Ontario, qui a élaboré des outils, des pratiques et des technologies novateurs pour aider les fermiers et les municipalités à réduire le phosphore et la prolifération d’algues dans les Thames. Au Michigan, il est survenu deux faux départs de travaux similaires et l’Alliance des villes a participé à des travaux semblables au Michigan, plus particulièrement au bassin du lac Érié. Dave mentionne également le réel danger posé par les changements climatiques et a mentionné que 70 % des membres de l’Alliance des villes procèdent à des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre. L’Alliance des villes souhaiterait participer formellement à régler ce problème et détermine actuellement les groupes et les fédérations appropriés avec qui elle pourrait travailler. Toutefois, la mobilisation est difficile pour les plus petites villes en raison des ressources limitées. Dave attire l’attention sur la résolution soutenue par les membres de l’Alliance des villes à sa réunion annuelle du 14 au 16 juin 2017 à Montréal pour établir le bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent comme une réserve de la biosphère de l’UNESCO. Pour ce faire, les gouvernements fédéraux du Canada et des États-Unis devront entreprendre une grande partie du travail, mais l’Alliance des villes appuierait ces efforts. Dave souligne également les changements apportés dans la gestion de l’Alliance des villes. John Dicker est le nouveau président et directeur général depuis le 1^{er} juillet 2017. Nicola Crawhall a quitté son poste de directeur général en janvier 2017. L’Alliance des villes prévoit nommer un nouveau directeur général en octobre 2017.
- Edwin Martinez-Martinez (USDA –Natural Resources Conservation Service) indique que le Natural Resources Conservation Service (NRCS) va de l’avant avec l’accord de l’initiative de restauration des Grands Lacs et mentionne que les affectations de fonds approchent. Le NRCS cherche le moyen le plus efficace de coordonner les mesures de réduction du phosphore et ce faisant, les communications avec les États et les collectivités autochtones. Le NRCS travaille également avec plusieurs organismes par l’intermédiaire de l’Initiative de restauration des Grands Lacs pour restaurer l’habitat et avec la Pennsylvanie pour élaborer une ferme de démonstration.

- Javier Laureano (U.S. Environmental Protection Agency, région 2) fait le point sur le partenariat du lac Ontario, qui élabore le Plan d'aménagement panlacustre du lac Ontario (PAPLO). Le PAPLO devrait être terminé d'ici décembre 2017. Javier fait également le point sur la réhabilitation des secteurs préoccupants de New York. On prévoit que les secteurs préoccupants de Rochester et de Buffalo seront terminés d'ici la fin 2017. Il souligne également la réémergence d'esturgeons et mentionne qu'une surveillance est en cours aux lacs Ontario et Érié.
- Nelson French (Minnesota Pollution Control Agency) a souligné l'approbation de la demande de 25,4 millions de dollars de fonds obligataires de la Minnesota Legislature du gouverneur Mark Dayton pour le nettoyage des sédiments contaminés du secteur préoccupant de la rivière Saint-Louis dans le cadre de l'approche de la *Great Lakes Legacy Act* pour nettoyer dix sites contaminés. Il fait également le point sur l'U.S. Steel site, qui est en phase de préconception. Les travaux de préconception devraient être terminés en 2018. Si des sources de financement sont disponibles, le nettoyage de l'U.S. Steel site pourrait être terminé d'ici 2020.
- Jessica Raspitha (Tribu mohawk de Saint-Régis) réitère l'importance de trouver un financement pour le développement des capacités afin d'appuyer les consultations importantes avec les peuples autochtones, Premières Nations et Métis, de même que l'intégration de connaissances écologiques traditionnelles (CET). Jessica indique que l'intégration des CET représente un défi puisqu'il n'y a pas de détenteurs des savoirs uniques dans les collectivités autochtones qui possèdent l'expertise sur tous les aspects des CET. Trouver des détenteurs des savoirs dans la collectivité peut être difficile.
- Michael Goffin (Environnement et Changement climatique Canada) souligne le nouveau financement fédéral de 70,5 millions de dollars annoncé dans le budget de 2017 pour protéger les ressources d'eau douce du Canada, notamment les bassins des Grands Lacs et du lac Winnipeg. Le financement appuierait les travaux d'élimination du phosphore et des produits chimiques toxiques du lac Érié, les travaux liés à la biodiversité et aux terres humides côtières, de même que le soutien à l'amélioration de la collaboration avec les peuples autochtones. De plus amples renseignements seront communiqués au cours de l'été.
- Andrew McAllister (Canadian Nuclear Safety Commission) fait le point sur la proposition de l'Ontario Power Generation d'élaborer un dépôt en formations géologiques profondes pour les déchets nucléaires de moyenne activité à Kincardine (Ontario). Andrew a également signalé que deux usines nucléaires demanderaient un renouvellement de permis – les centrales nucléaires de Pickering et de Bruce.
- Ling Mark (ministère de l'Environnement et des Changements climatiques de l'Ontario) souligne les travaux de gestion des eaux souterraines du gouvernement de l'Ontario. À compter du 1^{er} août 2017, des frais supplémentaires de 500 dollars par million de litres extraits seront appliqués aux embouteilleurs d'eau souterraine, en plus des frais existants. L'Ontario impose dorénavant des règles plus strictes pour le renouvellement des permis d'embouteillage actuels et a placé un moratoire sur les nouvelles approbations de permis jusqu'au 1^{er} janvier 2019. Les nouveaux frais aideront à recouvrer les coûts, pour le gouvernement de l'Ontario, de gérer les ressources d'eaux souterraines utilisées par les embouteilleurs (p. ex. activités scientifiques, politiques et programmes).

- Rod Whitlow (chefs de l'Ontario) mentionne que les chefs de l'Ontario travaillent avec le gouvernement de l'Ontario sur les questions liées à la qualité de l'eau et aux eaux souterraines, comme l'extraction de l'eau par les entreprises d'embouteillage. Rod affirme que l'eau appartenant aux Premières Nations respectives ne devrait pas être vendue.
- Chef Dean Sayers (Première Nation des Batchewana) complimente les participants pour leur dévouement et leur passion évidente dans la protection des Grands Lacs et a profité de l'occasion pour réitérer l'affirmation des droits et des obligations non abolis des Premières Nations à l'égard des Grands Lacs. Chef Sayers explique que les collectivités autochtones, toutefois, n'ont pas la capacité d'entreprendre tous les travaux liés à leurs droits inhérents. Il mentionne également que malgré la solide harmonisation du travail des gouvernements canadiens et américains pour restaurer et protéger les Grands Lacs, les deux gouvernements doivent également s'adapter au travail des gouvernements et des collectivités autochtones. Parmi les exemples cités, on retrouve plusieurs pêcheurs de cette collectivité, qui représente collectivement le plus grand extracteur de poissons de la région des Premières Nations du lac Supérieur, qui ne sont pas pris en compte dans les données et les sources d'information canadiennes et américaines. Il mentionne également les répercussions des inondations causées par les décisions et les actions du Canada et des États-Unis liées à la régulation de l'eau pour cette collectivité. Chef Sayers a également attiré l'attention sur la déclaration sur l'eau des chefs de l'Ontario qui s'adresse aux territoires autochtones qui renferment les eaux des Grands Lacs. Chef Sayers termine en mentionnant que le gouvernement du Canada et des États-Unis doivent travailler avec les Premières Nations pour protéger les Grands Lacs, et qu'il se réjouit de la représentation accrue des peuples autochtones dans les processus de gouvernance des Grands Lacs.
- Sharilyn Johnston (Première Nation d'Aamjiwnaang) a fait le point sur les occasions de mobilisation efficaces pour les collectivités des Premières Nations, notamment le projet sur la lamproie de la rivière Sainte-Claire et un projet lié à la cartographie et au retrait de phragmites. Ces projets contribuent à la compréhension des peuples autochtones et offrent une occasion aux membres de la collectivité de partager leur histoire. Sharilyn signale les défis que représentent la mobilisation des membres de la collectivité, l'obtention d'information des collectivités et la complexité de la bureaucratie. Les Premières Nations veulent participer à la résolution des problèmes des Grands Lacs et les membres du CEGl sont encouragés à poursuivre la consultation avec les Premières Nations.

COMMENTAIRES DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMISSION

- Bob Lambe (Commission des pêcheries des Grands Lacs) fait le point sur le statut de la lamproie dans les Grands Lacs. En général, les populations de lamproie dans les Grands Lacs sont au plus bas niveau historique. La population de lamproie est actuellement sous les cibles d'abondance dans le lac Érié. La Commission des pêcheries des Grands Lacs suspecte la formation d'un nouvel habitat dans le lac Sainte-Claire, qui pourra être traité lorsque plus de renseignements seront recueillis. Les mesures de contrôle de la lamproie (p. ex. pesticides et barrières) ont entraîné une importante diminution de la quantité de poissons tués chaque année (de 40 millions à 10 millions de poissons tués). Toutefois, certaines barrières se sont détériorées et des évasions surviennent en raison des grandes crues. La Commission des pêcheries des Grands Lacs travaille avec l'U.S. Army Corps of Engineers pour examiner l'état de l'infrastructure. Bob a également soulevé la question de la diminution des licences sociales d'application des pesticides pour le contrôle de la lamproie. La

Commission des pêcheries des Grands Lacs répond par l'intermédiaire d'une campagne de sensibilisation du public pour promouvoir l'importance du contrôle de la lamproie. La Commission des pêcheries des Grands Lacs a également affecté des ingénieurs structurels pour assurer que les améliorations à la barrière sont acceptables par la population.

- Tim Eder (Commission des Grands Lacs) souligne que la Commission des Grands Lacs travaille avec les États et les provinces pour prendre en compte les approches fondées sur le marché pour régler le problème de pollution des nutriments. Il a également fait le point sur l'ErieStat, qui a obtenu une coopération importante et est en cours d'intégration aux travaux de l'annexe 4 sur les nutriments. La Commission des Grands Lacs travaille par le biais d'approches collaboratives pour effectuer la gestion d'espèces envahissantes, comme les phragmites et les moules envahissantes. Dans le cadre de ces travaux, la Commission des Grands Lacs cherche à élaborer des techniques de contrôle et à fournir un forum aux partenaires et aux intervenants affectés par ces problèmes pour lesquels les meilleures pratiques et approches de gestion adaptative peuvent être partagées. Tim souligne que les États sont concernés et se font entendre sur l'élimination proposée du financement de l'initiative de restauration des Grands Lacs. Le Congrès offre son soutien pour maintenir le niveau de financement actuel de 300 millions de dollars. La Commission des Grands Lacs a été mobilisée pour cette question et on lui a demandé de fournir de l'information sur les résultats économiques de 2 milliards de dollars dépensés par l'entremise de l'initiative de restauration des Grands Lacs.
- Lana Pollack (Commission mixte internationale) souligne les séances de la Commission mixte internationale (CMI) avec les détenteurs de droits, le public et les intervenants pour discuter du progrès sur les engagements en vertu de l'Accord Canada-États-Unis sur la qualité de l'eau dans les Grands Lacs (AQEGL). La CMI entend diffuser son rapport d'évaluation des progrès triennal en octobre 2017. Certaines des questions clés soulevées lors des séances de la CMI portaient sur les enjeux nucléaires; l'eau potable abordable, propre et saine; la carpe asiatique; l'infrastructure urbaine; les polluants et les répercussions potentielles de la perte du financement.

COMMENTAIRES DES OBSERVATEURS

- Dale Phenicie (Council of Great Lakes Industries) exprime son appréciation du travail scientifique qui a été accompli pour réaliser le rapport sur l'état des Grands Lacs, de même que des questions de discussion soulevées suite à la présentation sur les produits chimiques sources de préoccupations mutuelles. Dale signale qu'il enverra davantage de commentaires approfondis liés à ces questions.
- Paula Maccabee (Water Legacy) soulève le problème de contamination au mercure du poisson. Elle évoque la recherche scientifique sur les répercussions des sulfates sur la méthylation accrue du mercure, la bioaccumulation du mercure dans le poisson et la neurotoxicité humaine; sur l'eutrophisation causée par les sulfates et les répercussions néfastes des sulfates sur le riz sauvage; sur les collectivités autochtones et la justice environnementale aux États-Unis et au Canada. Paula demande que le processus de détermination des produits chimiques sources de préoccupations mutuelles soit un processus ouvert où l'on offre une occasion de fournir de l'information aux membres et aux observateurs du CEGL. Elle exprime son appui à la désignation des sulfates comme produits chimiques sources de préoccupations mutuelles.
- Tracey Cooke (Centre sur les espèces envahissantes) a fait le point sur la base de données en ligne interrogeable récemment lancée par le Centre sur les espèces envahissantes

(www.invasivespeciescentre.ca/LEARN-ABOUT-INVASIVE-SPECIES/Risk-Assessments) contenant des évaluations des risques posés par les espèces envahissantes réalisées au niveau fédéral du Canada et des États-Unis, de même que des évaluations des risques au niveau provincial et de l'État de toutes les espèces du secteur des Grands Lacs. La base de données sera éventuellement élargie pour intégrer l'évaluation des risques pour toute l'Amérique du Nord.

- Nancy Goucher (Freshwater Future Canada) réitère l'importance de prendre des mesures de réduction de la pollution des nutriments dans le lac Érié. Elle met l'accent sur la nécessité d'intégrer des mesures rigoureuses pour limiter l'écoulement de phosphore agricole dans les plans d'action nationaux et de proposer aux administrations d'appliquer les mesures efficaces adoptées par d'autres (p. ex. bannir l'application sur les terrains recouverts de neige). Nancy souligne que les mesures de réduction des rejets de phosphore dans le lac Érié devraient être globales, et qu'une échéance de 2025 pour atteindre les objectifs de réduction du phosphore devrait être intégrée aux plans d'action nationaux. Elle a également demandé que les niveaux de financement soient accrus.
- John Jackson (activiste représentant un groupe binational de citoyens concernant les Grands Lacs) annonce l'établissement d'un nouveau réseau de groupes de citoyens « Toxic Free Great Lakes » étant axé sur l'annexe sur les produits chimiques sources de préoccupations mutuelles et sur l'application de l'approche de précaution et la quasi-élimination dans leur travail. John Jackson et Michael Murray œuvreront à titre de coprésidents du réseau.
- Fe de Leon (Association canadienne du droit de l'environnement) a fourni des commentaires suite à la réunion axée sur les activités de l'annexe sur les produits chimiques sources de préoccupations mutuelles. Certains commentaires portaient sur le prolongement de la durée requise de l'examen de désignation des produits chimiques sources de préoccupations mutuelles proposés et la progression des plans d'action pour éliminer les produits chimiques sources de préoccupations mutuelles désignés; le besoin d'intégrer un volet d'examen public lors de l'examen des produits sélectionnés en vertu du cadre binational; le fait de ne pas limiter l'élaboration de stratégies binationales pour les gouvernements seulement et l'examen de l'approche d'élaboration des stratégies binationales avec les intervenants; de même que l'instauration de dialogues réguliers et d'occasions d'engagement pour le public et les intervenants afin d'assurer un processus ouvert et entièrement transparent pour la mise en œuvre de l'annexe.

MESURES DE SUIVI

1. Les coresponsables de l'annexe sur les produits chimiques sources de préoccupations mutuelles évalueront le retrait de la moitié des produits chimiques sources de préoccupations mutuelles binationaux et proposeront leurs idées de prochaines étapes pour discussion à la réunion de décembre 2017 du Comité exécutif des Grands Lacs.
2. Les coresponsables de l'annexe sur l'aménagement panlacustre entameront des discussions à la réunion sur les objectifs liés à l'écosystème des lacs pour prendre en compte et affiner les objectifs liés à l'écosystème des lacs du lac Érié.
3. Les coresponsables de l'annexe sur les produits chimiques sources de préoccupations mutuelles entameront des discussions pour prendre en compte et affiner les critères des produits chimiques sources de préoccupations mutuelles l'élaboration de stratégies, et proposeront leurs idées de prochaines étapes pour discussion à la réunion de décembre 2017 du Comité exécutif des Grands Lacs.

4. Les coresponsables de l'annexe sur les nutriments élaboreront un plan scientifique binational pour l'élaboration d'objectifs pour le bassin de l'est du lac Érié d'ici 2020. Une mise à jour sera présentée à la réunion de décembre 2017 du Comité exécutif des Grands Lacs.
5. Les coresponsables de l'annexe sur les nutriments et les responsables du groupe de travail sur les indicateurs élaboreront un échéancier pour mettre à jour, affiner et achever les indicateurs pour veiller à ce que le rapport sur les faits saillants puisse être diffusé avant le Forum public des Grands Lacs 2019. Une mise à jour sera présentée à la réunion de décembre 2017 du Comité exécutif des Grands Lacs.

RÉCAPITULATION DE LA RÉUNION

Le 5 et le 6 décembre 2017, ainsi que le 12 et le 13 décembre 2017 en alternance, sont les dates proposées pour la prochaine réunion du CEGL à Toronto. On a demandé aux membres du CEGL d'informer le Secrétariat de tout conflit d'horaire.

PARTICIPANTS À LA RÉUNION DU C EGL DU 26 ET 27 JUIN 2017**Participants des États-Unis**

1. Jackie Adams – Environmental Protection Agency
2. Jon Allan – Department of Environmental Quality du Michigan
3. Edlynzia Barnes – Environmental Protection Agency (à distance)
4. Sandra Bihn – Lake Erie Foundation (à distance)
5. Timothy Bruno – Pennsylvania Department of Environmental Protection
6. Kathryn Buckner – Council of Great Lakes Industries
7. Craig Butler – Ohio Environmental Protection Agency
8. Wendy Carney – Environmental Protection Agency
9. Jennifer Day – National Oceanic and Atmospheric Administration
10. John Dickert – Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
11. Tim Eder – Commission des Grands Lacs
12. Nelson French – Minnesota Pollution Control Agency
13. Stephen Galarneau – Wisconsin Department of Natural Resources (à distance)
14. Karl Gebhardt – Ohio Environmental Protection Agency
15. Bradley Grams – Environmental Protection Agency
16. Marissa Gravel-Labelle – Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
17. Arun Heer – Army Corps of Engineers
18. Gail Hesse – National Wildlife Federation (à distance)
19. Elizabeth Hinchey-Malloy – Environmental Protection Agency
20. Jon Hortness – U. S. Geological Survey
21. Tinka Hyde – Environmental Protection Agency
22. Mark Johnson, Center for Disease Control – Agency for Toxic Substances and Disease Registry (à distance)
23. Marcus Key – National Park Service
24. Mardi Klevs – Environmental Protection Agency
25. Roger Knight – Commission des pêcheries des Grands Lacs
26. Jill Krause – Indiana Department of Agriculture (à distance)
27. Robert Krska – U.S. Fish and Wildlife Service (à distance)
28. Eda Lam – Environmental Protection Agency
29. Bob Lambe – Commission des pêcheries des Grands Lacs
30. Elizabeth Laplante – Environmental Protection Agency
31. Javier Laureano – Environmental Protection Agency
32. Debbie Lee – National Oceanic and Atmospheric Administration
33. John Linc Stine – Minnesota Pollution Control Agency
34. Fred Luckey – Environmental Protection Agency
35. Paula Maccabee – WaterLegacy (à distance)
36. Edwin Martinez – USDA Natural Resources Conservation Service (à distance)
37. Caroline Moellering – Little Traverse Bay Band of Odawa Indians
38. Sara Moses- Great Lakes Indian and Fish Wildlife Commission (à distance)
39. Elizabeth Murphy – Environmental Protection Agency
40. Michael Murray – National Wildlife Federation (à distance)
41. Meredith Muth – National Oceanic and Atmospheric Administration

42. Sonny Myers – 1854 Treaty Authority
43. Tammy Newcomb – Michigan Department of Natural Resources
44. Todd Nettesheim – Environmental Protection Agency
45. Lori Nordstrom – U.S. Fish & Wildlife Service
46. Dale Phenicie – Council of Great Lakes Industries
47. Carl Platz – U.S. Army Corps of Engineers
48. Lana Pollack – Commission mixte internationale
49. Grant Poole – Pokagon Band of Potawatomi (à distance)
50. Jessica Raspitha – Tribu mohawk de Saint-Régis
51. Howard Reeves – U.S. Geological Survey
52. James Ridgway – Environmental Consulting & Technology Inc.
53. LShannon Runyon – Commission mixte internationale
54. James Schardt – United States Environmental Protection Agency
55. Victor Serveiss – Commission mixte internationale
56. Lissa Radke – Bad River Band of Lake Superior Chippewa (à distance)
57. Lorne Thomas – U.S. Coast Guard
58. Marc Tuchman – United States Environmental Protection Agency
59. Todd Turner – U.S. Fish and Wildlife Service
60. Dave Ullrich – Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
61. Jennifer Vanator – Great Lakes Indian Fish and Wildlife Commission
62. Robert Krska – U.S. Fish and Wildlife Service (à distance)
63. Mike Weimer – National Park Service (à distance)
64. Don Zelazny – New York State Department of Environmental Conservation
65. James Zorn – Great Lakes Indian Fish and Wildlife Commission (à distance)

Participants canadiens

66. Janette Anderson – Environnement et Changement climatique Canada
67. Sean Backus – Environnement et Changement climatique Canada (à distance)
68. Raj Bejankwiar – Commission mixte internationale
69. Jennifer Boehme – Commission mixte internationale
70. Mark Burrows – Commission mixte internationale
71. Stacey Cherwaty – Environnement et Changement climatique Canada (à distance)
72. Matthew Child – Commission mixte internationale
73. Gavin Christie – Pêches et Océans Canada
74. Steve Clement – Environnement et Changement climatique Canada (à distance)
75. Tracey Cooke – Centre sur les espèces envahissantes
76. Ellen Dailey – SOS Great Lakes (à distance)
77. Conrad Debarros – Environnement et Changement climatique Canada (à distance)
78. Diane de Beaumont – Environnement et Changement climatique Canada (à distance)
79. Fe de Leon – Association canadienne du droit de l’environnement (à distance)
80. David Fay – Commission mixte internationale
81. Bonnie Fox – Conservation Ontario
82. Raj Gill – Canadian Freshwater Alliance (à distance)
83. Michael Goffin – Environnement et Changement climatique Canada
84. Chitra Gowda – Conservation Ontario (à distance)
85. Nancy Goucher – Freshwater Future
86. Maegan Harrison – Services publics et Approvisionnement Canada (à distance)

87. Veronique Hiriart-Baer – Environnement et Changement climatique Canada (à distance)
88. Susan Humphrey – Environnement et Changement climatique Canada
89. John Jackson – Activiste représentant un groupe binational de citoyens concernant les Grands Lacs (à distance)
90. Carolyn Johns – Université Ryerson/Great Lakes Policy Research Network (à distance)
91. Sharilyn Johnston – Première Nation Aamjiwnaang (à distance)
92. Jennifer Keyes – Ministère des Richesses naturelles (à distance)
93. Gail Krantzberg – Université McMaster (à distance)
94. Ash Kumar – Environnement et Changement climatique Canada (à distance)
95. Alesia Kurlek – Environnement et Changement climatique Canada
96. Hugh Langley – Environnement et Changement climatique Canada (à distance)
97. Wendy Leger – Environnement et Changement climatique Canada/Grands Lacs – Comité de gestion adaptative des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent
98. Anastasia Lintner – Canadian Environmental Law Association Special Projects Council, Healthy Great Lakes (à distance)
99. Ling Mark – Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique de l'Ontario
100. John Marsden – Environnement et Changement climatique Canada
101. Valerie Marshall – Santé Canada (à distance)
102. Catherine Masson – Consultante (à distance)
103. Andrew McAllister – Commission canadienne de sûreté nucléaire
104. Connor McBride – Chefs de l'Ontario
105. Michael Mezzacapo – Commission mixte internationale (à distance)
106. Felicia Minotti – Affaires mondiales Canada
107. Anna Marie Muise – Environnement et Changement climatique Canada (à distance)
108. Tricia Mitchell – Environnement et Changement climatique Canada
109. David Nanang – Ressources naturelles Canada
110. Dale Nicholson – Pêches et Océans Canada
111. Tim Palmeter – Services publics et Approvisionnement Canada (à distance)
112. Paul Parede – Environnement et Changement climatique Canada (à distance)
113. Anne Randell – Georgian Bay Forever (à distance)
114. Linda Robertson – Environnement et Changement climatique Canada (à distance)
115. Roger Santiago – Environnement et Changement climatique Canada
116. Dean Sayers, chef – Première Nation de Batchewana
117. Cale Selby – Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario
118. Julie Simard – Ministère des Richesses naturelles et des Forêts de l'Ontario (à distance)
119. Nancy Stadler-Salt – Environnement et Changement climatique Canada (à distance)
120. Michael Stephenson – Transports Canada
121. Dawn Sucee – Ontario Federation of Anglers and Hunters (à distance)
122. David Sweetnam – Georgian Bay Forever
123. Carla Torchia – Environnement et Changement climatique Canada
124. Markus Tuohimaa – Nation métisse de l'Ontario (à distance)
125. Dave Turcotte – Agriculture et Agroalimentaire Canada (à distance)
126. Dale Van Stempvoort – Environnement et Changement climatique Canada (à distance)
127. Darlene Upton – Agence Parcs Canada (à distance)
128. Rod Whitlow – Chefs de l'Ontario
129. Gordon Walker – Commission mixte internationale
130. Lizhu Wang – Commission mixte internationale (à distance)

131. Cindy Warwick – Commission mixte internationale
132. Chris Wiley – Sécurité et sûreté maritimes, Transports Canada
133. Ram Yerubandi – Environnement et Changement climatique Canada (à distance)